



Juppé tombe, Chirac préside, l'affairisme continue !

En conclusion du procès sur les emplois fictifs au RPR, le tribunal a condamné Alain Juppé à 18 mois de prison, avec sursis, pour «prise illégale d'intérêts» entraînant son inéligibilité pour 10 ans. Juppé a fait appel, ce qui suspend sa condamnation, mais certainement pas la crise de la droite et, plus largement, le discrédit du monde politique des grands partis gouvernementaux. D'autant qu'en condamnant Juppé, c'est bien Chirac que les juges ont visé, lui qui s'abrite derrière son immunité présidentielle pour refuser de se présenter devant la justice.

LES PROFITS DE LA POLITIQUE...

Aujourd'hui, la droite part en guerre contre les juges qui, selon elle, se constitueraient en tribunaux populaires. Qu'ils aient pu faire preuve d'indépendance, voilà qui lui est insupportable !

La présidente du tribunal a affirmé que son bureau et celui de ses assesseurs avaient été régulièrement "visités" avant et pendant le procès de Juppé, que leurs ordinateurs professionnels avaient été "fouillés" et leurs téléphones "placés sur écoute". Etranges méthodes de ceux qui se présentent en défenseurs de la République !

« *La nature des faits commis est insupportable au corps social comme contraire à la volonté générale exprimée par la loi, conclut le tribunal. En agissant ainsi, Alain Juppé a, alors qu'il était investi d'un mandat électif public, trompé la confiance du peuple souverain.* »

Par-delà les affaires (n'oublions pas Elf et Roland Dumas !), c'est en permanence que les hommes politiques trompent la confiance du peuple.

Ils croient pouvoir oublier le 21 avril 2002 (premier tour de la présidentielle), mais il n'y a pas que les juges et les affaires qui les rattrapent. Il y aussi le mécontentement populaire qui condamne leur politique, tout aussi dévouée à leurs intérêts qu'elle ne l'est à leur commanditaire, les patrons.

...ET LA POLITIQUE DES PROFITS

La même semaine, on apprenait que les chiffres du chômage augmentaient, au moment où l'anniversaire de l'appel de l'Abbé Pierre, en 1954, obligeait les médias à témoigner de l'augmentation de la misère et de la pauvreté. Plus de 6 millions de personnes vivent des minima sociaux. Le nombre des RMistes est à la hausse.

La Fondation Abbé Pierre estime à plus de 3 millions le nombre des mal-logés. Il y aurait 86 500 sans domicile fixe (SDF). Environ 1,3 million de personnes occupent des habitations surpeuplées. 41 000 vivent en "habitat de fortune", c'est à dire une cabane, une construction provisoire...

La politique menée, depuis des années, par les gouvernements successifs conduit à la régression sociale. La droite intensifie les attaques contre la protection sociale, les hôpitaux, la poste, elle veut défaire le droit du travail, remettre en cause les CDI...

Il n'est plus possible de laisser faire.

URGENCE SOCIALE ET DEMOCRATIQUE !

Crise politique, crise sociale, c'est tout leur système qui commence à vaciller.

Leur soif de pouvoir, de domination, de possession ruine toute la société. Il y a urgence ! comme le disent les chercheurs scientifiques en lutte, eux aussi sacrifiés à l'austérité.

Il y a urgence sociale pour interdire les licenciements, embaucher dans les services publics, s'opposer aux privatisations. Et, il faut, au contraire, étendre et développer les services publics, garantir un salaire décent à chacun...

Il y a urgence démocratique pour permettre au peuple d'exercer réellement sa souveraineté, contrôler la marche des entreprises, privées et publiques, ainsi que l'Etat.

C'est ce que diront et défendront les candidats qu'avec Lutte ouvrière, nous présentons aux élections régionales du 21 mars. Elles seront l'occasion d'une condamnation sans appel d'une politique contraire aux intérêts de la population, et de ceux qui la mènent.

Le 2/02/04

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :